



En réponse aux mesures prises par le gouverneur de la région du Nord-ouest, ils envisagent à travers des tracts et les réseaux sociaux, d'appliquer leur couvre-feu de 24h/24. C'est l'une des nombreuses provocations des combattants séparatistes.

Selon des sources, ils annoncent dès le 16 septembre 2018, un couvre-feu intégral en réponse à celui qui a été institué par le gouverneur de la région du Nord-ouest Adolphe Lele Lafrrique. Dans la nuit du 08 au 09 septembre 2018, des Ambazoniens ont coupé la route au lieu-dit Mile 8 sur l'axe Bamenda-Bafoussam.

A l'aide d'un engin lourd, ils ont creusé une falaise sur la route, empêchant du même coup toute circulation automobile sur cet axe. Après avoir froidement assassiné le chauffeur d'une agence de transport, ils ont expulsé les passagers des bus et endommagé tous les véhicules à l'aide de l'engin qu'ils ont arraché à une entreprise de génie civil. Au vu de cette montée de l'insécurité à l'approche de l'élection présidentielle, le gouverneur a signé le 09 septembre, un arrêté portant restriction des mouvements de personnes et des biens sur toute l'étendue de la région entre 18 heures et 06 heures.

Ces mesures conservatoires visent à permettre aux forces de l'ordre et de sécurité de mieux se déployer dans la nuit, période idéale d'opérations des combattants séparatistes. Pour défier l'autorité administrative, les séparatistes annoncent un couvre-feu général dans la région du

Nord-ouest dès le 16 septembre. Et pourtant, la fièvre monte au sein des états-majors des partis politiques en lice pour l'élection présidentielle prévue pour le 07 octobre prochain. Les candidats parcourent les régions du pays mais se méfient grandement des deux régions anglophones. Les candidats ne vont que très rarement dans ces régions où les séparatistes ont déjà décrété la non-tenue du scrutin présidentiel à venir. Des menaces sont proférées par les Ambazoniens, à travers les réseaux sociaux et des tracts.

Du coup, les populations et les acteurs de la scène politique nationale prennent peur. Les responsables d'Elections Cameroon, l'organe chargé de l'organisation des élections au Cameroun, ont exigé des garanties de sécurité au gouvernement. Après de nombreuses réunions avec les autorités, ils sont arrivés à la conclusion que l'élection présidentielle sera organisée sur l'ensemble du territoire national dont dans les deux régions anglophones. Le personnel et le matériel électoral commencent à être déployés.

Les hauts fonctionnaires et particulièrement les autorités administratives ayant déserté leurs postes viennent d'ailleurs de recevoir l'injonction de la présidence de la République de rejoindre leurs postes de travail. Six départements sont concernés, soit deux dans le Nord-ouest et quatre dans le Sud-ouest.

Face à ces menaces, le gouvernement rassure. Et les derniers faits d'armes en date des forces de défense et de sécurité finissent par convaincre que, malgré des actions sporadiques et lâches de combattants sécessionnistes, l'armée a commencé le ratissage pour traquer et neutraliser les bandes armées qui sèment la terreur au sein des populations civiles.

Le camp séparatiste de Chumba dans le Sud-ouest a été détruit par les éléments du Bataillon d'intervention rapide (BIR). Bilan de l'assaut : 11 armes artisanales récupérées, 03 PAde fabrication artisanale, 08 munitions de calibre 12, 03 voitures de marque Carina, une Rav4 brûlée, 01 pickup récupéré ; 04 Ambazoniens arrêtés pour exploitation dont deux femmes.

Les forces de défense et de sécurité intensifient leurs activités de ratissage au fur et à mesure qu'on s'approche de l'échéance du 07 octobre. De quoi rassurer les populations qui doivent elles aussi collaborer avec l'armée comme on l'a vu dans la région de l'Extrême-nord dans le cadre de la lutte contre la secte djihadiste Boko Haram.

L'Essentiel
